

Dépôt le : 20/09/22-

Audience d'orientation du mercredi 16 novembre 2022 à 9 heures 30

CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire D'EVRY-COURCOURONNES, séant dite ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur.

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN SEUL LOT

**Un pavillon individuel d'une superficie totale de 119,30 m²
avec jardin, garage de 27,28 m², et débarras de 1,78 m²
au 22 allée Arnaud Massy
BONDOUFLE (91070 Essonne)**

Cadastré section AS n°389 « 22 allée Arnaud Massy » pour une contenance totale de 4a 29ca.

Aux requêtes poursuites et diligences de la [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
[REDACTED] Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L 512-2 et suivants du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit – inscrite au RCS de Paris sous le n° [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] Société immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n°07022545, dont le siège social est situé 76-78 avenue de France - 75204 PARIS CEDEX 13, agissant poursuites et diligences de son Directeur Général domicilié es qualités audit siège.

Ayant pour avocat postulant : la **SELARL BREMARD BARADEZ & ASSOCIES**, agissant par **Maître Rémy BARADEZ** Avocat au Barreau de l'ESSONNE, demeurant 2 rue Jules Guesde – 91600 SAVIGNY SUR ORGE - Téléphone : 01.69.05.37.78, email : avocats@bremard-baradez.com

Et ayant pour avocat plaidant : la **SELARL RAVET & ASSOCIES**, agissant par **Maître Yves-Marie RAVET**, Avocats au Barreau de Paris, demeurant 11 Rue Saint Florentin - 75008 PARIS – Toque P 209 – Tél : 01.44.29.31.62.

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

En vertu de :

- La copie exécutoire en la forme authentique d'un acte en date du 10 février 2014 reçu par Maître Marina LACHKEVITCH, notaire associé de la Société Civile Professionnelle « Thibaut COFFIN, Julien PAUCHET, Jean-Emmanuel PETIT et Marina LACHKEVITCH », titulaire d'un office notarial à MONTLHERY (91310), 1 place des Capétiens, avec la participation de Maître Christèle AEGERTER-OLIVIER, notaire à PIERREFITTE-SUR-SEINE (93380) assistant le prêteur, contenant vente au profit de Monsieur [REDACTED] [REDACTED] et Madame [REDACTED] [REDACTED] et prêt immobilier RIV'IMMO ACCESSION n°08662405 à ces derniers par la [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] d'un montant principal de 349.983 euros, d'une durée de 360 mois, au taux fixe de 4,00 % l'an au cours des 180 premiers mois puis au taux indexé sur l'Euribor 12 mois moyen majoré d'un complément de taux de 0,700 points (1,244 % au 09/01/2014) dont la fluctuation a été expressément limitée à un taux plancher de 1,244% et un taux plafond de 6,000%.

Ce prêt est garanti par une inscription de privilège de prêteur de deniers publiée et enregistrée au Service de la Publicité Foncière de CORBEIL 1, le 26 février 2014 volume 2014 V n°979 pour sûreté de la somme en principal de 349.983 € et celle de 69.996,60 € au titre des accessoires, ayant effet jusqu'au 5 mars 2045

- Le jugement rendu le 24 septembre 2018 par la 9^{ème} Chambre – 1^{ère} Section du Tribunal de grande instance de Paris (RG : 16/09412), définitif pour avoir été signifié le 16 octobre 2018 à Monsieur [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] et Madame [REDACTED] [REDACTED]

- L'arrêt du Pôle 5 - Chambre 6 de la Cour d'appel de Paris en date du 23 juin 2021 (RG 18/23918), définitif pour avoir été signifié le 21 juillet 2021 à Madame [REDACTED] [REDACTED] et le 30 juillet 2021 à Monsieur [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

Le poursuivant sus-dénommé et domicilié a, suivant exploit en date du 23 juin 2022 de la SELARL HDJ 91 - BADUFLE-FAUCHERE-LECOMTE-MANCEAU-MORAND, huissier de justice à LONGJUMEAU CEDEX, fait notifier commandement à :

- 1) **Monsieur** [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] né le [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] de nationalité française, pacsé avec Madame [REDACTED] [REDACTED] suivant acte enregistré le 24 novembre 2016 par Maître Marina LACHKEVITCH, Notaire à MONTLHERY, demeurant [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] - [REDACTED] [REDACTED]
- 2) **Madame** [REDACTED] [REDACTED] née le [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] de nationalité française, pacsée avec Monsieur [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] suivant acte enregistré le 24 novembre 2016 par Maître Marina LACHKEVITCH, Notaire à MONTLHERY, demeurant [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] - [REDACTED] [REDACTED]

D'avoir à payer dans le délai **HUIT JOURS**, à la [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] requérante, la somme totale, sauf mémoire de **409 851,10 € (quatre cent neuf mille huit cent cinquante et un euros et dix centimes)** due à la date du 3 juin 2022 selon décompte annexé et se décomposant comme suit :

Prêt Habitat n°08662405 d'un montant initial de 349.983 Euros :

PRINCIPAL	331 244,90 €
Intérêts dus au taux de 4,00 % du 05/11/2017 au 03/06/2022	42 343,82 €
Intérêts dus postérieurement au 03/06/2022 au taux de 4%	mémoire
Indemnité forfaitaire	22 706,00 €
Intérêts au taux légal sur indemnité du 05/02/2018 au 03/06/2022	821,37 €
Intérêts au taux légal sur indemnité postérieurs au 03/06/2022	mémoire
TOTAL au 03/06/2021, outre mémoire	397 116,09 €

Jugement du Tribunal de grande instance de Paris du 24 septembre 2018 :

Article 700 du Code de procédure civile	1 800 €
Intérêts au taux légal du 24/09/2018 au 30/09/2021	45,80 €
Intérêts au taux légal majoré de 5 points du 01/10/2021 au 03/06/2022 (article L.313-3 du code monétaire et financier)	69,59 €
Intérêts dus postérieurement au 03/06/2022 au taux légal majoré	mémoire
Dépens	101,81 €
TOTAL au 03/06/2022, outre mémoire	2 017,20 €

Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 23 juin 2021 :

Article 700 du Code de procédure civile	10 000 €
Intérêts au taux légal du 23/06/2021 au 30/09/2021	20,89 €
Intérêts au taux légal majoré de 5 points du 01/10/2021 au 03/06/2022 (article L.313-3 du code monétaire et financier)	386,63 €
Intérêts dus postérieurement au 03/06/2022 au taux légal majoré	mémoire
Dépens	310,29 €
TOTAL au 03/06/2022, outre mémoire	10 717,81 €

TOTAL GENERAL au 03/06/2022, outre mémoire	409 851,10 €
---	---------------------

TAUX DES INTERETS :

Intérêts de retard au taux contractuel de **4,00% l'an** sur le principal (taux applicable au jour de la déchéance du terme)
Cf. conditions générales du prêt § « Défaillance et exigibilité des sommes dues » page 21 de l'acte de prêt notarié et page 20 de l'offre de prêt annexée

Intérêts de retard au **taux légal** sur l'indemnité forfaitaire jusqu'à complet paiement.

Intérêts de retard au **taux légal majoré de 5 points** sur les indemnités dues au titre de l'article 700 du Code de procédure civile, jusqu'à parfait paiement.

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment de intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié au Service de la Publicité Foncière CORBEIL 1 pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Les parties saisies n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de CORBEIL 1, le **18 juillet 2022 Sages 9104P01 volume 2022 S n°203**.

➤ *Etat hypothécaire sur publication du commandement ci-annexé*

La [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] a donné assignation d'avoir à comparaître à l'audience d'orientation du **mercredi 16 novembre 2022 à 9 heures 30** devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES, suivant exploit de la SELARL HDJ 91, huissiers de justice à LONGJUMEAU en date du **16 septembre 2022** à l'encontre de Monsieur [REDACTED] et de Madame [REDACTED]

Cette assignation contenant toutes les mentions prévues par les textes et notamment les articles R 322-4 et R 322-5 du CPCE.

➤ *Assignation à l'audience d'orientation ci-annexée*

DESIGNATION DES BIENS

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière sus-énoncé :

**Un pavillon individuel modèle 6P A « FAIRWAY » situé
au 22 allée Arnaud Massy
BONDOUFLE (91070 Essonne)**

Cadastré section AS n°378 « 22 allée Arnaud Massy » pour une contenance totale de 4a 29ca.

Un pavillon individuel comprenant :

- au rez-de-chaussée : porche, garage, entrée, salle à manger-salon avec cheminée, cuisine aménagée et équipée, couloir, wc.
- à l'étage : mezzanine, deux chambres, une troisième chambre avec salle de bains et dressing, wc et salle de bains.

Portant le numéro **soixante-quatorze (74)** du lotissement dénommé « LES DOMANIALES DU GOLF ».

Plus amplement désigné par le procès-verbal de description du 27 juillet 2022 établi par Maître Ronan LECOMTE, huissier de justice associé au sein de la « SELARL HDJ 91 » à LONGJUMEAU, qui est annexé au présent cahier des conditions de la vente et fait corps avec lui.

→ Il résulte notamment du procès-verbal de description les informations suivantes :

Le bien est chauffé au gaz de ville.
Le fonds dispose de l'assainissement communal

Au rez-de-chaussée :

- Séjour : la porte d'entrée principale est équipée d'une serrure de sécurité. Baie vitrée donnant sur rue, double vitrage. Porte et baie vitrée donnant sur le jardin arrière, double vitrage.
- Cuisine avec porte vitrée double vitrage, chaudière murale dans un placard, cuisine aménagée.
- Garage : porte d'accès depuis la cuisine, porte coulissante électrique pour véhicule, porte desservant le jardin arrière et petit débarras

Au 1^{er} étage : palier donnant accès sur :

- 1^{ère} chambre : dégagement mural, baie vitrée double vitrage
- Salle d'eau : pièce en cours de rénovation, baie vitrée double vitrage
- 2^{ème} chambre : dégagement mural, baie vitrée double vitrage
- 3^{ème} chambre : baie vitrée double vitrage
- Salle de bains : meuble double vasque, baignoire
- Dressing

Jardin arrière : terrasse dallée, donnant sur un espace arboré masqué des fonds voisins par des haies et végétaux. L'arrière des fonds donne sur les parcours du Golf de Bondoufle.

Jardin avant : les deux jardins communiquent par un sentier dallé. Petit auvent et débarras. Ce jardin est ouvert sur la voie publique

- *Procès-verbal de description ci-annexé*
- *Dossier de diagnostic ci-annexé*
- *Relevé de surface habitable ci-annexé*

OBSERVATION :

Les biens ci-dessus décrits sont imposés à la matrice foncière ainsi qu'il appert un extrait ci-après rapporté :

ANNEE DE MAJ		2021	DEP DIR	N° 4	COM	93A BONDOLFE	TRES	ES	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ	NUMERO COMMUNAL	8300447															
Programme(s) Indivisibles																										
22 ALL ARNAUD MASSY 91078 BONDOLFE MC9223																										
Programme(s) Indivisibles																										
22 ALL ARNAUD MASSY 91078 BONDOLFE MC9223																										
PROPRIÉTÉS BÂTIES																										
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS						IDENTIFICATION DU LOCAL			EVALUATION DU LOCAL																	
AN	SEC	N° PLAN	C PARTI	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLE	BAT	EST	NIV	N° PORTE	N° INVAR	S TAR	M CYAL	AF	NAT LOC	CAT	RC COM IMPOSABLE	COLL	NAT EXO	AN RET	AN DER	FRACTION RC EXO	% ENO	TX OM	COEF	RC TUDOM
15	AS	389			22 ALL ARNAUD MASSY	0410	A	01	00	01001	050993	2000A	C	B	MA	4M	2999									2900
R EVO						0 EUR			R EXO						0 EUR											
REV IMPOSABLE.COM						2900 EUR			COM			DEF			0 EUR											
R IMP						2900 EUR			R IMP			0 EUR														
PROPRIÉTÉS NON BÂTIES																										
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS						EVALUATION										LIVRE FONCIER										
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLE	N° PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% ENO	TC	Feuille					
15	AS	389		22 ALL ARNAUD MASSY	0410	0000		1000A					420	0												
R EVO						4 EUR			R EVO						0 EUR											
HA A CA						REV IMPOSABLE			0 EUR			COM			R IMP			4 EUR								
CONT						420			TAXE AD			R IMP			0 EUR			MAJ TC			0 EUR					

L'adjudicataire subrogé dans les droits des saisis devra faire son affaire personnelle de la situation résultant de l'exposé ci-dessus, sans recours possible contre ces derniers.

➤ *Etat de la matrice cadastrale et plans cadastraux ci-annexés*

CONDITIONS D'OCCUPATION :

Il ressort des déclarations faites par l'huissier selon procès-verbal en date du 27 juillet 2022 que le pavillon est occupé par les saisis et leurs enfants.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

L'origine de la propriété qui va suivre résulte de l'analyse de l'acte de vente reçu par Maître Marina LACHKEVITCH, notaire associé de la Société Civile Professionnelle « Thibaut COFFIN, Julien PAUCHET, Jean-Emmanuel PETIT et Marina LACHKEVITCH », titulaire d'un office notarial à MONTLHERY (91310), le 10 février 2014.

En la personne de Monsieur [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] et de Madame [REDACTED] [REDACTED] parties saisies.

Les biens et droits immobiliers mis en vente appartiennent à :

Monsieur [REDACTED] [REDACTED] a acquis la pleine propriété indivise à concurrence de 53,72 %.

Madame [REDACTED] [REDACTED] a acquis la pleine propriété indivise à concurrence de 46,28%.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de 365.000€.

Une copie authentique a été publiée au Service de Publicité Foncière de CORBEIL 1, le 26 février 2014 volume 2014 P n°1649.

➤ *Acte de vente ci-annexé*

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieurs qu'il avisera toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché, à ce sujet.

MISE A PRIX :

Outre les conditions et charges ci-dessus les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant, soit :

170 000 € (cent-soixante-dix mille euros)

Les enchères sont portées exclusivement par ministère d'avocat inscrit au barreau de l'ESSONNE.

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance:

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe *a* ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe *b* du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des

sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Fait et rédigé à SAVIGNY SUR ORGE, le 19 Septembre 2022

Par Maître Rémy BARADEZ Avocat poursuivant.

Approuvé lignes mots rayés nuls et renvois

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.